



LE 1^{er} MAI 1957 A PARIS

Encore 150 milliards « d'économies nouvelles ». Voilà ce qu'annoncent les services gouvernementaux en précisant que ces économies ne sont pas « un but en soi, mais seulement un moyen ». Si l'on ajoute à cela les 150 milliards que Ramadier se prépare à réclamer par de nouveaux impôts, la note est complète pour cette fois. Pour cette fois seulement, bien entendu.

Les exportations déficitaires à un haut niveau sont, paraît-il, la cause de cette nouvelle pressuration qui vise à réduire la consommation intérieure. Le cynisme de ces ministres « socialistes » dépasse toute mesure.

Lorsque l'on sait par les statistiques officielles — certainement en dessous de la réalité — que 45 % des travailleurs gagnent moins de 30.000 francs par mois, on peut se demander qui va être frappé par ces restrictions. Pas question de restreindre le budget de guerre en Algérie. Pas question non plus de diminuer les investissements qui nourrissent en réalité les grandes Sociétés capitalistes.

Par contre, Mollet appelle les travailleurs à modérer leur ardeur revendicative, et à suivre par la même occasion la volonté gouvernementale qui veut décréter les hausses sur certains produits comme le charbon et le tabac.

Oui, ces hausses, M. Ramadier, vous pouvez être sûr réduiront la consommation, celle des travailleurs et celle-là uniquement.

Les Mollet-Ramadier peuvent venir réclamer le silence à la classe ouvrière, et leur proposer en même temps des restrictions à leurs conditions de vie; ils ne font que démontrer leur degré d'infamie, de décomposition, ces dirigeants qui osent encore se nommer « socialistes ».

Les mesures de Ramadier montrent également l'aspect dans lequel se trouve la bourgeoisie française.

Les exportations déficitaires à un haut degré, font que le capitalisme français se trouve de plus en plus ravalé à un rang mineur dans le concert impérialiste.

Les acrobaties, sur les 213 articles, n'ont réussi qu'à reculer le moment où la classe ouvrière devra arracher elle-même une augmentation de salaires qui n'était qu'un leurre, pratiquée avec l'échelle mobile officielle. Les mêmes jongleries ne peuvent se répéter indéfiniment et certains milieux bourgeois mon-

trient leur affolement devant la menace des luttes ouvrières. Une simple poussée revendicative actuellement peut précipiter la crise capitaliste en France, et les astuces fiscales d'un Ramadier ne sont, comme il le dit lui-même, qu'un moyen, un petit moyen qui ne pourra duper une fois de plus les travailleurs.

La seule réponse à donner par la classe ouvrière, est qu'elle s'engage dans la voie de revendications qui unissent l'ensemble des travailleurs. Les mesures économiques d'un Ramadier ne peuvent jouer qu'avec une classe ouvrière divisée et sans perspectives. C'est ce qui s'est réellement passé depuis le 2 janvier 1956.

Les nouveaux impôts, les restrictions réclamées sont intolérables à la classe ouvrière. De cette offensive d'ensemble de la bourgeoisie doit se dégager la riposte: une offensive d'ensemble de la classe ouvrière.

GIRO.

Un démenti de NATALIE TROTSKY

La camarade Natalie Sedoff-Trotsky ayant obtenu un visa de séjour temporaire aux Etats-Unis, diverses rumeurs ont aussitôt circulé selon lesquelles elle allait passer ou avait passé devant une Commission officielle enquêtant sur le communisme et l'Union soviétique. Se saisissant avec avidité de ces rumeurs au moment où ils ne peuvent expliquer leurs crimes passés, les dirigeants stalinien ont aussitôt déclaré à la veuve de Trotsky était passée officiellement au service des Etats-Unis. Il n'y avait pas pour eux de trop petits moyens pour « justifier » a posteriori les calomnies de Staline-Vichinsky.

La camarade Natalie Trotsky a adressé le 20 avril à la rédaction du « New York Post » la lettre suivante démentant toutes ces rumeurs:

« L'article de Mr. Allen qui a paru dans votre journal du 18 avril ne repose sur aucun fait. Je n'ai pas été convoquée pour comparaître et je n'ai pas comparu devant aucune Commission du Congrès. Je vous prie de bien vouloir publier ce démenti. »

ABONNEZ-VOUS

à « La Vérité des Travailleurs »
bi-mensuelle

— 6 mois: 12 numéros .. 300 fr.

— 1 an: 24 numéros 600 fr.

— Sous pli fermé, respectivement: 600 et 1.200 fr.

Réglez par mandat:

C.C.P. 6965-68 Paris

64, rue de Richelieu, Paris-2^e.

CERCLE KARL MARX

Le dernier débat du Cercle Karl Marx a eu lieu sur les problèmes posés à la classe ouvrière entre le 30^e et le 31^e Congrès de la CGT.

La discussion s'est particulièrement déroulée sur le sens et les perspectives des mouvements qui démarrent actuellement dans la classe ouvrière malgré le frein constitué par les positions des organisations syndicales.

Le prochain Cercle Karl Marx aura lieu au début de juin et sera annoncé dans notre numéro du 25 Mai.

REGION BRETONNE

Pour toute demande de documentation ou discussion, adresser la correspondance à l'adresse suivante:
Fred ROSPARS

Plougasnou (Finistère)

NOTRE SERVICE D'EDITION

ET DE LIBRAIRIE VOUS CONSEILLE:

L'Affaire Marty, d'André Marty .. 585 fr.

François Fejtő: « La Tragédie hongroise » 690 »

Josué de Castro: « Géopolitique de la faim. » 990 »

Orwell: « La Catalogne libre » 600 »

Pour comprendre l'histoire des 30 années

falsifiées par Staline, lisez:

Léon TROTSKY

Ma Vie (nouv. éd. de la N.R.F.) 1.150 fr.

Ma Vie (édition abrégée)..... 250 fr.

Histoire de la Révolution Russe

(2 vol.) 1.800 fr.

La Révolution trahie. 375 fr.

Staline. 720 fr.

Les crimes de Staline. 375 fr.

Les Ecrits (recueil d'inédits)..... 1.000 fr.

Dossier de la déstalinisation. Le

rapport Krouchtchev commenté

par la IV^e Internationale (nouvelle édition complétée) 200 fr.

Envoyez vos commandes au S. E. L.

« LA VERITE DES TRAVAILLEURS »

64, rue de Richelieu Paris-2^e.

C.C.P. 6965-68 PARIS

Un millier de travailleurs environ avaient quand même répondu au timide appel de l'U. D. des Syndicats, et s'étaient rassemblés à la Bourse du Travail pour y entendre, hélas! un discours de Monmousseau, toujours aussi stupide et sectaire... Monmousseau qui a pu déclarer à cette occasion, sans que les moustaches lui en tombent: « l'intervention russe en Hongrie a sauvé la paix du monde »!

Le même jour, plus de 1.500 personnes assistaient à une messe à la mémoire de Pétain.

Ainsi, le Peuple ou l'Humanité peuvent rappeler mélancoliquement les 1^{er} Mai d'antan, et lancer d'hypocrites appels à l'action (mais pourquoi? et comment?) leur politique de démobilisation de la classe ouvrière, leur absence de réactions devant les coups du patronat ou des autorités à sa solde, ont fait que malgré la situation extrêmement favorable aux revendications ouvrières, il y a eu moins de travailleurs à Paris pour commémorer dignement le 1^{er} Mai, que de fascistes pour célébrer ce jour-là la mémoire d'un des plus sinistres d'entre eux.

GUY MOLLET ET LA CGT

Décidément, notre président du Conseil « socialiste » n'a pas fini de nous étonner. Ayant éprouvé le besoin de consulter les représentants des « intérêts économiques du pays », il a froidement exclu la CGT de ces entretiens, en déclarant: « Je recevrai cette organisation lorsqu'elle aura condamné les événements de Budapest. »

Nous sommes personnellement loin d'être d'accord avec la position de la CGT (ou plus exactement sa direction stalinienne... à la Monmousseau) sur les événements de Hongrie. Nous ne pensons pas non plus que ce genre de consultations soit d'une grande utilité pour la classe ouvrière... Mais exiger au préalable d'une organisation syndicale une prise de position politique conforme aux désirs du gouvernement, et maintenir à l'écart des discussions les Syndicats qui regroupent même la majorité des travailleurs organisés du pays, voilà qui permet de juger de la volonté réelle de ce chef de gouvernement « socialiste » de promouvoir une politique conforme aux intérêts des travailleurs.

BEAUCOUP DE BRUIT...

...Pour rien. C'est le titre de l'éditorial du Figaro consacré au Congrès radical extraordinaire du 5 mai. Et pour une fois, nous sommes bien d'accord avec lui. Le radicalisme n'est pas mort avec Herriot, qui était maître en l'art des motions... pudiquement appelées « de synthèse », réconciliant les militants et les ministres en exercice. Mendès-France marche allègrement sur les traces du grand ancêtre, et au terme de deux jours de débats parfois fort animés, il a eu l'occasion de donner toute sa mesure. Malgré son violent réquisitoire contre Mollet et son gouvernement « le fascisme règne en Algérie... Ceux qui ont dirigé la politique française depuis quinze mois ne sont plus qualifiés pour diriger une politique nouvelle, etc., etc., il s'est finalement trouvé d'accord avec Bourguès-Maunoury qui, lui, a déclaré: « La politique du gouvernement n'est combattue que par les communistes et par une fraction du parti radical ». En conséquence les ministres radicaux resteront dans ce gouvernement qui a « la France derrière lui » car Mendès-France n'a pas voulu prendre la responsabilité de faire déclencher une crise ministérielle qui aurait un tant soit peu augmenté les difficultés actuelles de la bourgeoisie.